



Inde-Israël : le nouvel élément-clé de l'axe du Bien ?

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. Inde-Israël : le nouvel élément-clé de l'axe du Bien ?. Critique Internationale, Presses de sciences po, 2003, pp.24-32. hal-01019477

HAL Id: hal-01019477

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01019477>

Submitted on 7 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Contre-jour

Inde-Israël : le nouvel élément-clé de l'axe du Bien ?

par Christophe Jaffrelot

La visite d'Ariel Sharon en Inde en septembre dernier est passée bien à tort inaperçue car elle a parachevé un rapprochement spectaculaire entre Tel-Aviv et New Delhi : jamais encore un chef de gouvernement israélien ne s'était rendu dans la capitale indienne. Nés l'un et l'autre à la fin des années quarante, les deux pays ont en effet passé un demi-siècle à s'ignorer, tout du moins au plan officiel. Certes, l'Inde a reconnu l'État d'Israël en 1950, mais il aura fallu attendre 1992 pour l'ouverture des ambassades.

Les deux pays s'opposaient à un double titre : l'Inde, bien que non alignée, entretenait des liens très forts avec l'URSS (avec laquelle elle signa un traité d'amitié et de coopération en 1971) tandis qu'Israël devait trouver aux États-Unis ses plus solides soutiens. En outre, l'Inde avait pris fait et cause pour les Palestiniens dès 1947, lorsque New Delhi avait proposé au Comité spécial des Nations unies sur la Palestine (UNSCOP) la création d'une Palestine fédérale assortie d'une autonomie interne pour les juifs. La position indienne s'expliquait en partie par l'importance de sa population musulmane, que le parti du Congrès, au pouvoir de 1947 à 1977, cherchait à séduire par tous les moyens à des fins électorales.

Dans les années quatre-vingt-dix, ce cadre politique a volé en éclats. L'insurrection cachemirienne commencée en 1989 et l'essor du « terrorisme islamiste » puis l'escalade militaire avec le Pakistan ont amené l'Inde à rechercher auprès d'Israël le savoir-faire et les armes qui lui faisaient défaut car plus rien n'y faisait sérieusement obstacle : d'une part, l'effondrement de l'URSS et la fin de la guerre froide la conduisaient à se repositionner sur la scène internationale – elle s'est même souciée de se rapprocher des États-Unis parallèlement au tournant libéral qu'elle faisait prendre à son économie ; d'autre part, le Congrès avait perdu le pouvoir à New Delhi au profit d'une coalition dirigée par une formation nationaliste hindoue, le Bharatiya Janata Party, qui se soucie peu du vote musulman. Le réchauffement des relations indo-israéliennes s'est encore accentué dans le contexte de l'après-11 septembre, avec la bénédiction de Washington et en partie grâce à l'entremise des diasporas hindoue et juive aux États-Unis. Mais ce processus peut-il véritablement déboucher sur un « axe du Bien » unissant New Delhi, Tel-Aviv et Washington ?

Un héritage marqué au coin de l'ambivalence

Les quarante-cinq ans qui séparent la naissance de l'Inde en 1947 de l'échange d'ambassadeurs entre ce pays et Israël en 1992 n'ont pas été aussi dominés par l'indifférence – voire la détestation – mutuelle que les positions officielles des deux pays ont pu le laisser penser¹. Certes, le Congrès a pris fait et cause pour les Palestiniens dès avant l'indépendance de l'Inde au nom de la solidarité des peuples en lutte contre l'impérialisme britannique – position que Jawaharlal Nehru a défendue aux côtés des nationalistes arabes dès la conférence de Bruxelles en 1927. Vingt ans plus tard, l'attitude indienne à l'UNSCOP s'explique largement par la même logique anti-impérialiste qui incite New Delhi à voir dans les sionistes le bras armé des occidentaux en Asie. L'Inde vota même contre l'entrée d'Israël à l'ONU en 1949. À ces considérations de principe s'en ajouteront vite de moins nobles. D'une part, le Congrès bénéficie du soutien électoral de la minorité musulmane (un dixième de la population indienne) et craint de s'aliéner cette « banque de votes » (selon l'expression consacrée en Inde) si elle ne cultive pas son hostilité à Israël sur la scène publique. D'autre part, la dépendance économique de l'Inde vis-à-vis des pays arabes ne cesse d'augmenter : dans les années cinquante, 76 % de ses importations passent par le canal de Suez et New Delhi signe d'ailleurs en 1955 un traité d'amitié avec l'Égypte, dont le maître, Nasser, partage fort opportunément l'idéologie du non-alignement chère à Nehru. Deux décennies plus tard, les chocs pétroliers aggravent encore la dépendance économique de l'Inde vis-à-vis des États arabes, non seulement en termes purement énergétiques – le sous-continent étant très pauvre en pétrole – mais aussi du fait de l'émigration vers ces pays de 500 000 citoyens indiens qui envoient régulièrement de l'argent au pays (*remittances*) pour des montants non négligeables.

Des années cinquante aux années quatre-vingt-dix, la complicité indo-arabe va de pair avec une hostilité déclarée de New Delhi à l'égard d'Israël. L'Inde apporte un soutien sans faille au camp arabe pendant la guerre de 1967 et à nouveau au cours de celle de 1973. Deux ans plus tard, elle est partie prenante de la résolution 3379 de l'ONU dénonçant le sionisme comme une forme de racisme et devient le premier pays non arabe à reconnaître un statut diplomatique à la délégation de l'OLP à New Delhi. En 1980, le gouvernement indien lui accorde même le statut d'ambassade, et huit ans plus tard l'Inde reconnaît l'État palestinien après la déclaration d'indépendance du Conseil national palestinien.

Mais toute cette activité diplomatique ne doit pas occulter une certaine ambivalence. Celle-ci procède d'abord de l'attitude des pays arabes quand New Delhi a besoin d'eux : lors du conflit sino-indien de 1962 et plus encore lors des guerres indo-pakistanaïses de 1965 et de 1971, les capitales arabes sont restées neutres ou ont pris le parti d'Islamabad. En 1969, le Pakistan est d'ailleurs parvenu à dissuader

les pays de l'Organisation de la conférence islamique d'accepter l'Inde dans cette organisation. Les nationalistes hindous, une des forces d'opposition au Congrès, ont eu beau jeu de recommander un rééquilibrage de la diplomatie indienne au bénéfice d'Israël puisque New Delhi n'était pas payée de retour par les pays arabes et de fait, en catimini, l'Inde s'est tournée vers Tel-Aviv chaque fois que de besoin.

Bien qu'ils n'aient pas entretenu de relations diplomatiques avant 1991, l'Inde et Israël ont tissé des liens secrets dès les années soixante à l'occasion des guerres qui ont affecté l'Inde. Une délégation de militaires indiens s'est rendue en Israël pour acquérir des armes juste après l'attaque chinoise de 1962 ; New Delhi a ensuite commandé des munitions à Tel-Aviv après la guerre de 1965, tandis qu'Israël proposait ses services à l'Inde lors de la guerre indo-pakistanaise de 1971 : l'Inde disposa ainsi de matériels bien plus sophistiqués que son adversaire. En outre, les deux pays apprirent à collaborer en matière de renseignement dès les années soixante, et le Consul israélien de Bombay avait un accès au pouvoir indien que lui enviaient bien des ambassadeurs. Même si les deux pays étaient loin de se considérer comme des alliés, l'État juif apparaissait donc comme un soutien potentiel pour la sécurité de l'Inde face à la menace que constituait le Pakistan, largement soutenu, lui, par les pays arabes. La disponibilité d'Israël vis-à-vis des appels à l'aide de New Delhi s'explique d'ailleurs aisément par ce lien unissant les pays arabes au Pakistan et la crainte de voir ce dernier développer une « bombe islamique », pour reprendre l'expression de Zulfikar Ali Bhutto.

Le rapprochement des années quatre-vingt-dix entre l'Inde et Israël a prospéré à la faveur de la nouvelle donne géopolitique. L'effondrement de l'allié soviétique obligeait l'Inde à remettre à plat sa politique étrangère ou, pour dire la même chose de façon plus positive, la fin de la guerre froide permettait à l'Inde d'envisager un rapprochement avec les États-Unis². Or celui-ci passait par la normalisation des relations avec Tel-Aviv. Le processus fut rendu possible en 1991 par la conférence de Madrid qui levait, aux yeux des Indiens, l'hypothèque palestinienne. En outre, la Chine poursuivait le même agenda et officialisait le rapprochement sino-israélien après des années de relations officieuses. L'Inde ne voulait pas être en reste, de sorte que New Delhi et Pékin établirent des relations diplomatiques avec Tel-Aviv à vingt-quatre heures d'intervalle.

Obsession sécuritaire et commerce des armes

Si le rapprochement des années quatre-vingt-dix n'a pas procédé directement de considérations sécuritaires, celles-ci n'y ont pas été étrangères ; d'autant plus que tel avait été le registre de la collaboration entre les deux pays dans le passé.

Au début de la décennie en question, l'Inde commençait à se voir dans une situation analogue à celle d'Israël, au moins sur ce point qu'elle s'estimait engagée

dans une forme de lutte anti-guérilla. Si Tel-Aviv devait faire face à la première Intifada (1987-1993), aux attentats du Hamas et du Jihad islamique, New Delhi devait résister à l'insurrection cachemirienne. Lancée en 1989, celle-ci prenait une tournure qui rappelait de plus en plus le *modus operandi* des Palestiniens : des « terroristes » en provenance du Pakistan s'infiltraient au Jammu et Cachemire pour y perpétrer des attentats.

Les Indiens vinrent donc d'abord chercher en Israël des parades visant à mieux résister à ces attaques. Moins de quarante jours après l'ouverture de l'ambassade de l'Inde en Israël, Sharad Pawar, alors ministre de la Défense à New Delhi, s'attira les foudres de députés musulmans au Parlement en justifiant le rapprochement indo-israélien par les besoins de la lutte anti-terroriste. À la suite de cette levée de boucliers – à laquelle participa la gauche indienne –, les négociations indo-israéliennes se déroulèrent ensuite dans le plus grand secret. Au total, plus de cinquante visites de délégations à caractère sécuritaire ont eu lieu depuis 1992, la plupart dans une grande discrétion, ce qui explique leur faible retentissement médiatique. En 1994, Israël proposa à l'Inde de l'aider à maîtriser la ligne de contrôle qui sépare la partie du Cachemire administrée par le Pakistan de celle soumise au gouvernement indien. L'année suivante, une délégation du ministère de l'Intérieur indien se rendit dans la bande de Gaza pour inspecter la quadruple barrière de barbelés que les Israéliens y avaient installée à la frontière. Les Indiens, au-delà du Cachemire, cherchaient alors les moyens de rendre étanche leur frontière avec le Pakistan. La menace pakistanaise, autant que le problème cachemirien, devint vite déterminante pour les relations indo-israéliennes. Islamabad inquiéta en effet New Delhi en acquérant à la même époque des missiles d'origine chinoise et nord-coréenne d'une portée toujours croissante. En 1996, Adbul Kalam, le père du programme balistique indien, aujourd'hui président de la République, se rendit en Israël en vue d'acquiescer le système de missiles anti-missiles Arrow développé par les Israéliens – mais sans succès du fait des réticences américaines. En 1999, la guerre de Kargil (déclenchée par l'infiltration d'islamistes sur les hauteurs de cette ville du Cachemire indien) renforça encore les liens entre Israël et l'Inde. Prise de court par l'offensive pakistanaise, cette dernière se tourna vers Tel-Aviv, qui lui procura immédiatement les équipements nécessaires, en particulier des avions de reconnaissance sans pilote. En juin-juillet 2000, à un mois d'intervalle, le ministre de l'Intérieur L.K. Advani, puis le ministre des Affaires étrangères Jaswant Singh allèrent en Israël, alors qu'aucun ministre de ce rang n'y avait jamais effectué la moindre visite³. Advani expliqua sans ambages que « l'objet essentiel [de sa visite] port[ait] sur les problèmes de terrorisme transfrontalier auxquels Israël et l'Inde [devaient] faire face depuis vingt ans. Il [était] aujourd'hui connu que les organisations terroristes établi[ssaient] et entret[enaient] des réseaux internationaux. Cela rend[ait] nécessaire l'échange d'expériences entre pays victimes de ce genre de terrorisme ».

Advani osait ici un parallèle audacieux entre le passage de kamikazes islamistes de l'espace administré par l'Autorité palestinienne vers le territoire contrôlé par Tel-Aviv, d'une part, et celui des islamistes franchissant la ligne de contrôle au Cachemire, d'autre part.

Au cours des deux années qui suivirent la guerre de Kargil, Israël devint le deuxième fournisseur d'armes de l'Inde, le commerce bilatéral entre ces deux pays atteignant le milliard de dollars, contre cinq fois moins au début de la décennie quatre-vingt-dix. La vente du système radar Phalcon pour un montant équivalent – 1 milliard de dollars – devrait considérablement gonfler les échanges entre ces deux pays à l'horizon 2004. En effet, la priorité des Indiens étant devenue la surveillance de la ligne de contrôle au Cachemire, ils ont manifesté un intérêt croissant pour cette variante de l'Awacs (Airborne Warning and Control System) qui permet de détecter les mouvements au sol, y compris – pense-t-on à New Delhi – dans les montagnes du Cachemire. Les États-Unis, qui en détiennent la licence, ont autorisé Israël à transférer cette technologie aux Indiens au printemps 2003, alors qu'en 1998, ils avaient opposé leur veto à une transaction comparable au profit des Chinois, excellents clients des Israéliens pour ce qui concerne la chose militaire. Trois systèmes de radar pourraient être livrés à l'Inde ; ils équiperont sans doute des appareils russes.

Israël a intérêt à développer ces liens avec l'Inde dans le domaine de l'armement pour de multiples raisons. Tout d'abord, les Indiens sont d'importants clients des produits de son industrie d'armement en mal de débouchés à l'exportation. Or les exportations d'armes sont perçues comme partie intégrante du dispositif de sécurité israélien car elles constituent le meilleur moyen de réduire les coûts de production et de recherche/développement pour les matériels les plus sophistiqués que veut promouvoir Tel-Aviv⁴.

Ensuite, Israël peut trouver en l'Inde un allié propre à rompre son isolement régional. New Delhi peut notamment permettre aux Israéliens d'investir l'océan Indien de manière à établir une base arrière maritime précieuse en cas de conflit avec ses voisins arabes ; étant donné l'étroitesse de son territoire, Israël est de plus en plus conscient de l'importance des forces navales et des sous-marins en cas de guerre.

Enfin, Israël peut disposer avec l'Inde d'un allié contre le Pakistan dont Tel-Aviv redoute qu'il fasse bénéficier le monde musulman de son savoir-faire en matière stratégique.

« Choc des civilisations » et coalition des victimes de l'islam

L'intensification des échanges entre l'Inde et Israël ne procède pas seulement de leurs intérêts communs mais aussi d'une vision du monde, voire d'une idéologie. Ce mouvement s'est en effet accéléré à la faveur de l'alternance intervenue en

Israël et en Inde, qui porta au pouvoir le Likoud et le BJP. Pour ce dernier, les hindous incarnent l'identité indienne, et les minorités – les musulmans surtout – sont perçues comme un corps étranger, une « cinquième colonne » ; les musulmans sont même volontiers décrits comme des agents en puissance du Pakistan et des réseaux islamistes. Le pogrom du Gujarat en 2002 a montré qu'aux yeux de certains nationalistes hindous adeptes du nettoyage ethnique, l'assimilation des musulmans n'était plus possible. Ils reprennent ainsi à leur compte la « théorie des deux nations » d'Ali Jinnah, le fondateur du Pakistan : pour lui, les hindous et les musulmans formaient deux communautés culturelles qui ne pouvaient cohabiter et devaient chacune occuper un territoire propre – d'où sa revendication d'un Pakistan. Cette thèse est proche de celle du « choc des civilisations », qui postule l'incompatibilité de vastes ensembles culturels au premier rang desquels figurent le monde islamique, l'hindouisme, le judaïsme et la chrétienté.

L'idée selon laquelle Israël et l'Inde ont de fortes affinités est d'ailleurs véhiculée depuis longtemps par les nationalistes hindous ; selon eux, ces deux peuples « élus de Dieu » n'ont d'autre territoire où aller que ceux qu'ils occupent, véritables isolats dans une région hostile que leur disputent leurs minorités⁵. Au fil des ans, une autre idée s'est imposée avec force : ces deux civilisations ont un ennemi commun, de plus en plus menaçant, l'islam. Cette lecture culturaliste du conflit est également celle de l'*establishment* pakistanais, héritier naturel de la « théorie des deux nations ». La revue semi-officielle *Regional Studies* a ainsi consacré, en 2002, un article à l'« alliance brahmano-talmudiste »⁶. Pour les nationalistes hindous, cette vision du monde inclut un troisième terme : la chrétienté, elle aussi soumise aux assauts de l'islamisme comme l'ont montré les attentats du 11 septembre. Ainsi est née la version de l'axe du Bien pour laquelle milite New Delhi, qui inclurait l'Inde, Israël et les États-Unis. Cette coalition a été appelée de ses vœux par Brajesh Mishra, le bras droit du Premier ministre Vajpayee – et son conseiller spécial pour la sécurité – dans un discours prononcé lors d'une visite remarquée à Washington en mai 2003. L'argument était simple : « L'Inde, les États-Unis et Israël ont des points communs essentiels. Nous sommes tous des démocraties, partageant une vision commune du pluralisme, de la tolérance et de l'égalité des chances. En toute logique, les relations indo-américaines et indo-israéliennes devraient se renforcer. [...] Les États-Unis, l'Inde et Israël ont été les cibles privilégiées du terrorisme. Il leur faut ensemble faire face au même visage hideux du terrorisme moderne. »

La promotion de la triade Inde-Israël-États-Unis se pare volontiers de toutes les vertus morales ; elle s'énonce en termes de *valeurs* : ces trois pays sont des démocraties assiégées qui ne demandent pas mieux que d'observer le plus généreux des multiculturalismes⁷. Le fait que ce discours ait été prononcé à l'occasion du dîner annuel du American Jewish Committee introduit une autre dimension du rapprochement indo-israélien : celui-ci ne passe pas par les États-Unis uniquement

parce que ce pays a vocation à figurer dans l'axe du Bien, mais également parce qu'il héberge des diasporas indienne et juive qui jouent ici un rôle majeur.

Le détour fondateur par la diaspora

Si la diaspora indienne aux États-Unis est moins nombreuse que celle des juifs (1,8 million de personnes contre 5,2 suivant les estimations les plus courantes), elle est aussi très éduquée : l'ambassadeur américain à New Delhi, Robert Blackwill, a indiqué en août 2003 que le flux d'étudiants indiens était devenu le plus important parmi les étudiants étrangers aux États-Unis. Elle est en outre particulièrement riche – son revenu par tête est plus élevé que celui des autres communautés – et dominée par une identité ethnique, celle de sa composante hindoue largement majoritaire⁸, qui se montre de plus en plus portée au nationalisme ethnique, voire à la xénophobie, sous l'effet de la propagande du BJP et de ses filiales à l'étranger.

La communauté hindoue aux États-Unis a rapidement pris modèle sur la diaspora juive pour faire pression sur les autorités américaines. C'est ainsi que ce lobby ethnique s'est donné les moyens de constituer un Indian Caucus au Congrès, utilisant sa force de frappe financière et jouant de sa concentration géographique dans certaines circonscriptions de la Côte Est, qui renforce son pouvoir de négociation sur les élus locaux.

Non contente de prendre modèle sur le lobby juif, la diaspora hindoue a établi le contact avec lui pour former une véritable alliance. L'American Jewish Committee a envoyé une délégation en Inde en 1995 et, deux ans plus tard, un groupe d'Indiens basé aux États-Unis s'est rendu en Israël. C'est ainsi qu'une véritable coalition est née du rapprochement d'associations juives et indiennes aux États-Unis : le US-Indian Political Action Committee (USINPAC), l'American Israel Political Action Committee (AIPAC) et l'American Jewish Committee (AJC⁹) ont peu à peu formé un front uni pour faire pression sur le Congrès. Leur action a non seulement visé à obtenir de l'administration Bush qu'elle autorise Israël à vendre le système Phalcon aux Indiens, mais aussi à la dissuader d'aider le Pakistan de façon inconditionnelle. La coalition a gagné sur ce terrain puisque, en juillet 2003, l'attribution d'une aide de Washington à Islamabad pour une somme de 3 milliards de dollars sur cinq ans a été assortie d'un amendement subordonnant le déblocage des fonds à l'arrêt du terrorisme transfrontalier d'origine jihadiste au Cachemire. L'un des membres de l'Indian Caucus au Congrès, un juif d'origine hongroise, Tom Lantos, a salué ce succès par des paroles révélatrices : pour lui, les Indiens et les Juifs partagent « un engagement passionné pour le respect des autres, pour l'État de droit et la démocratie », or « depuis quelques temps, nous avons été amenés à nous rapprocher par notre combat commun contre le terrorisme islamique le plus fou, le plus vicieux et le plus fanatique »¹⁰.

Ce discours n'est pas seulement une séquelle du 11 septembre. Un autre congressiste, Gary Ackerman, en articulait déjà les principaux termes en 1999, en tant que vice-président du Congressional Caucus on India and Indian Americans. La nouveauté, depuis le 11 septembre, tient à l'addition d'un troisième terme – les États-Unis – à cet axe du Bien. Les néo-conservateurs proches de George W. Bush ont naturellement été les premiers à approuver l'idée de cette triade. Certains d'entre eux, qui avaient déjà des liens avec le Likoud, viennent de créer un US-India Institute for Strategic Policy. La première réunion triangulaire a eu lieu de façon informelle en février 2003 à New Delhi. Elle réunissait notamment A.K. Verma, l'ancien responsable des services secrets indiens (la Research and Analysis Wing), Shabtai Savit, l'ancien directeur général du Mossad, et Steve Pomerantz, un ex-conseiller de la Sécurité nationale américaine. Leur objectif déclaré était d'établir un dispositif trilatéral pour mieux obtenir des gouvernements de leur pays qu'ils « s'unissent en un front commun pour combattre le terrorisme »¹¹.

La visite de Sharon en Inde au mois de septembre dernier a confirmé l'accélération du rapprochement entre New Delhi et Tel-Aviv et la dimension sécuritaire de ce processus. Rappelée précipitamment au pays en raison d'un attentat d'origine palestinienne, la délégation israélienne a d'ailleurs fait savoir par la voix du vice-Premier ministre : « Nous écourtons notre visite pour la même raison que celle qui nous a amenés en Inde : le terrorisme »¹². Les gouvernements des deux pays semblent en effet convaincus de la nécessité pour eux de faire aujourd'hui partie d'un front commun, voire de former un axe. Dans quelle mesure cette démarche est-elle tenable ? Il faudrait, pour la mener à bien, que les deux pays réussissent un grand écart diplomatique avec plusieurs de leurs partenaires. L'Inde devra faire accepter à Israël sa politique par rapport à l'Iran – un allié de plus en plus déclaré grâce auquel elle espère prendre le Pakistan à revers – et expliquer sa politique israélienne à l'Iran ainsi qu'à ses alliés arabes (dont elle dépend pour ses importations de pétrole et où séjournent toujours des centaines de milliers d'expatriés indiens). A.B. Vajpayee a d'ores et déjà été amené à déclarer avec force que le rapprochement avec Tel-Aviv n'impliquait pas que l'Inde abandonne la cause des Palestiniens. En visite à New York le 25 septembre 2003, il s'est fait le champion de la cause arabe et d'un État palestinien indépendant avant de se rendre en Syrie où il a tenu le même discours. New Delhi a aussi pris soin d'indiquer à ses amis arabes que l'Inde n'envisageait pas de partenariat stratégique avec Israël.

Israël, de son côté, devra désamorcer les appréhensions de la Chine qui n'a pas apprécié de voir livrer à l'Inde un système Phalcon qu'elle s'était vu interdire d'acheter par Washington en 1998 et qui, en Inde, pourrait être utilisé contre elle. Les tensions seraient plus vives encore si Israël venait à vendre le système Arrow aux Indiens. Quant à Washington, il lui faut ménager le Pakistan sur lequel

l'administration Bush compte toujours pour lutter contre Al Qaida et contenir l'islamisme dans sa région. En outre, la thématique de l'axe du Bien serait certainement remise en cause si l'alternance ramenait le Congrès au pouvoir en Inde et les démocrates aux États-Unis lors des élections que les deux pays vont organiser en 2004. Cette coalition n'en demeure pas moins l'un des réalignements possibles – et des plus spectaculaires – de la politique internationale. ■

Christophe Jaffrelot est directeur du CERI et auteur de plusieurs ouvrages sur l'Inde et le Pakistan.
E-mail : jaffrelot@ceri-sciences-po.org

-
1. A.G. Rubinoff, « Normalization of India-Israel Relations-Stillborn for forty years », *Asian Survey*, XXXV (5), mai 1995, pp. 487-505.
 2. Ce désir de rapprochement devint évident lors de la première guerre du Golfe, lorsque l'Inde autorisa les avions américains à se ravitailler sur son territoire en janvier 1991.
 3. Entre-temps, Shimon Peres – alors ministre des Affaires étrangères – s'était rendu en Inde en 1993 et le président Ezer Weizman en 1996.
 4. P.R. Kumaraswamy, « India and Israel : Emerging partnership », dans S. Ganguly (ed.), *India as an Emerging Power*, Londres, Franck Cass, 2003, p. 202.
 5. La visite de Sharon en Inde a réactivé ce discours, y compris dans la presse. Voir S. Prasanvrajan, « States of survival. Why India and Israel should be partners in an existential trauma », *India Today*, 22 sept. 2003, p. 47.
 6. G. Jaffer, « Brahmanic-Talmudist Alliance », *Regional Studies* (Islamabad), printemps 2002.
 7. Sur ce thème, voir M.D. Nalapat, « Fighting fire with water : India, Israel and the United States », *Bharat Rakshak Monitor*, 5 (5), mars-avril 2003.
 8. À l'instar du rapport de force démographique de l'Inde, où les hindous représentent 82 % de la population.
 9. De toutes les associations juives aux États-Unis, l'AJC est la plus active auprès des Indiens. Jason Isaacson, le directeur de son département chargé des relations avec le gouvernement et des affaires internationales, s'est rendu sept fois en Inde depuis 1995. L'AJP devrait ouvrir un bureau en Inde en 2004, alors même qu'il n'en possède que cinq hors des États-Unis à ce jour. Il faut noter que peu après la visite de B. Mishra à l'AJC, le vice-Premier ministre L.K. Advani s'y est rendu lors de sa visite à Washington en juin 2003.
 10. Cité dans le *Washington Post*, 19 juillet 2003.
 11. *Dawn*, 10 février 2003.
 12. Cité dans *India Today*, 22 sept. 2003, p. 44.